
ASSOCIATION UNIFRANCE

13 rue Henner
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « UNIFRANCE » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Produits constatés d'avance

Comme indiqué au paragraphe 4.5 des notes sur le bilan de l'annexe, l'association a enregistré un produit constaté d'avance correspondant à la part de subvention reçue du Centre National du Cinéma et de l'Image animé non utilisée à la date de clôture au titre des aides aux distributeurs de films d'un montant de 1 927K € au 31/12/2024.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la procédure mise en place pour identifier et suivre les aides attribuées.

Provision pour risque de non-recouvrement de créance

Comme indiqué au paragraphe 4.7 Provision pour risques et charges de l'annexe, les comptes annuels de l'association comprennent une provision pour risque de 84,8 K€ pour le risque de non-recouvrement de sommes versées à un prestataire par Unifrance, portées à l'actif en Autres créances, mais dont la réalité de la prestation est contestée.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier l'estimation retenue sur la base du dossier constitué.

Provision pour risque salarié

Comme indiqué au paragraphe 4.7 Provision pour risques et charges de l'annexe, les comptes annuels de l'association comprennent une provision pour risque de 57 K€ relatif à un risque sur un salarié licencié.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier l'estimation retenue appuyée sur le dossier de l'avocat.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

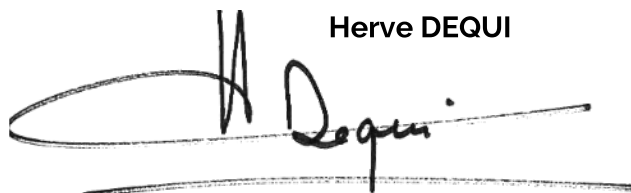
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 2 juillet 2025
Le Commissaire aux Comptes

GMBA Séléco

Représentée par

Herve DEQUI

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Dequi', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a large loop at the beginning and a dot at the end.

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	1 369 947	1 178 861	191 087	368 458	177 372	48.14
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	1 144 704	952 022	192 682	232 980	40 299	17.30
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	2 064		2 064	2 064		
	Autres	130 666		130 666	124 086	6 580	5.30
	Total I	2 647 381	2 130 883	516 498	727 589	211 090	29.01
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	316 609	112 690	203 919	97 682	106 237	108.76
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	1 641 461		1 641 461	1 430 398	211 063	14.76
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 170 353		1 170 353	1 899 193	728 839	38.38
	Charges constatées d'avance (2)	762 847		762 847	611 686	151 162	24.71
	Total II	3 891 271	112 690	3 778 581	4 038 958	260 377	6.45
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 538 652	2 243 573	4 295 079	4 766 547	471 468	9.89

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	12	Exercice N-1 31/12/2023	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	486 498		486 498			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	14 722		349 580		364 302	104.21
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	95 404		364 302		268 898	73.81
	Situation nette (sous total)	376 372		471 776		95 404	20.22
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	376 372		471 776		95 404	20.22
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés						
	Total II						
	Provisions pour risques	141 959		134 823		7 135	5.29
PROVISIONS	Provisions pour charges						
	Total III	141 959		134 823		7 135	5.29
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	878 462		743 988		134 474	18.07
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	611 675		580 406		31 270	5.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			12 781		12 781	100.00
	Autres dettes	25 041		15 133		9 907	65.47
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	2 261 570		2 806 443		544 873	19.42
DETTES (1)	Total IV	3 776 749		4 158 752		382 004	9.19
	Ecarts de conversion passif (V)			1 196		1 196	100.00
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		4 295 079		4 766 547		471 468	9.89

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 515 178

1 352 309

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	1 744 269	1 525 324	218 944	14.35
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	12 225 719	11 411 012	814 707	7.14
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	1 577	74 884	73 307	97.89
Collectes				
Cotisations	483 044	511 735	28 692	5.61
Autres produits	92 924	84 533	8 391	9.93
Total I	14 547 533	13 607 488	940 045	6.91
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	9 869 703	9 304 485	565 218	6.07
Impôts, taxes et versements assimilés	390 511	383 428	7 083	1.85
Salaires et traitements	3 040 711	2 930 254	110 458	3.77
Charges sociales	1 402 278	1 295 968	106 310	8.20
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	245 429	199 441	45 988	23.06
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	5 340		5 340	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	7 135		7 135	
Subventions accordées par l'association	40 508	34 182	6 326	18.51
Autres charges (2)	170 861	251 378	80 517	32.03
Total II	15 172 476	14 399 135	773 341	5.37
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	624 943	791 647	166 704	21.06
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	509 875	333 057	176 818	53.09
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés	53 846		95 346		41 500	43.53
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change	557		2 027		1 470	72.53
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	54 403		97 373		42 970	44.13
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change	11 418		3 685		7 733	209.84
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	11 418		3 685		7 733	209.84
2. Résultat financier (V-VI)	42 984		93 687		50 703	54.12
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	72 083		364 902		292 819	80.25
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 207		1 207	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total VII			1 207		1 207	100.00
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 321		69		23 252	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			538		538	100.00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions						
Total VIII	23 321		607		22 714	NS
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	23 321		600		23 921	NS
Impôts sur les bénéfices (IX)						
Total des produits (I+III+V+VII)	15 111 811		14 039 125		1 072 686	7.64
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	15 207 215		14 403 427		803 787	5.58
Solde intermédiaire	95 404		364 302		268 898	73.81
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	95 404		364 302		268 898	73.81

ANNEXE DES COMPTES CLOS AU 31/12/2024

Unifrance est une association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la Préfecture de Police de Paris le 22 août 1949 et publiée au Journal Officiel de la République française du 6 septembre 1949. Elle a pour objet d'accompagner sur les marchés internationaux les films de long métrage et de court métrage et les œuvres audiovisuelles et d'assurer la promotion internationale du cinéma et de l'audiovisuel français en organisant, tant en France qu'à l'étranger, toutes manifestations et actions tendant à étendre le prestige et la renommée de la production cinématographique et audiovisuelle hexagonale ainsi que d'en favoriser la diffusion et la commercialisation.

L'association est principalement financée par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée.

L'association ne fait pas appel à la générosité du public.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice clos le 31/12/2024 présente un montant total du bilan de 4 295 K€ et dégage un résultat négatif de -95,4 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général
- Le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association ne détient aucune immobilisation décomposable.

2. EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Intégration des partenariats japonais du Festival du Film français au Japon au budget d'Unifrance.

Première édition des Rendez-vous d'Unifrance au Havre en septembre.

Deuxième année du projet européen MyMetaStories.

Mise en place du Fonds de Dotation Unifrance au 2^e semestre 2024.

3.EVENEMENTS MARQUANTS POST CLOTURE

Organisation des Rendez-vous d'Unifrance à Paris dans une nouvelle géographie à Paris.

4.NOTES SUR LE BILAN

4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, frais accessoires directement attribuables inclus. Les droits mutation, honoraires, commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, celle-ci étant comparable à la valeur d'usage.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Immobilisations incorporelles : 1 à 10 ans
- Immobilisations corporelles :
 - Installations générales, agencement et aménagement divers : 5 ans et 8 ans
 - Matériel de bureau et informatique, matériel audio : 3 ans et 5 ans
 - Mobilier : 5 ans et 8 ans.

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

Les acomptes versés soient 799 K€ concernent des avances de prestations de services pour des opérations qui se dérouleront sur l'année 2025 (réservation d'hôtel, du traiteur, à Paris pour les rendez-vous de janvier 2025, réservation stand Berlin 2025).

4.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le présent arrêté laisse apparaître une provision pour dépréciation des comptes clients d'un montant de 113 K€.

4.4 Les autres créances

Les autres créances comprennent un paiement fournisseur litigieux de 84.8 K€ qui a fait l'objet d'une contestation de la part d'Unifrance. Une provision pour risque a été enregistrée à ce titre au 31.12.2022 et est maintenue au 31.12.2024. La créance a déjà été réglée par Unifrance et reste reportée à l'actif du bilan au 31.12.2024.

4.5 Charges constatées d'avance / Produits constatés d'avance :

-Les charges constatées d'avance :

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 763 K€ au 31.12.2024 et se composent de :

- 36 k€ de coûts engagés en 2024 pour l'organisation du Festival du Film Français en ligne de janvier 2025 (MyFrenchFilmFestival)
- 174 k€ de coûts afférents aux Rendez-vous du cinéma français à Paris 2025
- 14 k€ concernant le stand au MipLondon 2025
- 27 k€ pour Seriesmania 2025

- 35 k€ pour Kidscreen 2025
- 121 k€ pour les Rendez-vous de New-York 2025
- 89 k€ pour le festival du film français au Japon 2025
- 127 k€ pour le festival de Cannes 2025
- 76 k€ pour le festival de Berlin 2025
- 64 k€ relatifs à diverses charges

-Les **produits** constatés d'avance :

Les **produits** constatés d'avance s'élèvent à 2 262 K€ au 31.12.2024 et se composent :

- 1 927 k€ de produits constatés d'avance relatifs aux aides distributeurs engagées et non-payées aux bénéficiaires à la clôture. La part de produits constatés d'avance relatifs à l'aide du CNC 2024 est de 828 K€, et la part au titre des années antérieures est de 720k€.
- 154 k€ de produits constatées d'avance relatifs à la convention concernant le plan de relance 2022-2023 signé avec le CNC en 2022 pour une période de deux ans 2022 et 2023. Le montant de la subvention est de 3 000 k€ et a été consommée à hauteur de 2 846 k€ à fin 2024.
- 8 k€ de subvention Institut français au titre de French Immersion XR reporté sur 2025
- 8 k€ de subvention CNC au titre de French Immersion XR reporté sur 2025
- 10 k€ de subvention CNC Prix du distributeur de long métrage 2025
- 11 k€ de subvention SCAM 2025
- 144 k€ de facturations d'avance relatives à 2025

4.6 Fonds Propres

(cf. tableau joint)

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante (en euros) :

- Fonds propres au 31/12/2023 : 471,77 k€uros
- Résultat Exercice au 31/12/2024 : -95,40 k€uros
- Fonds propres au 31/12/2024 : 376,37 k€uros

4.7 Provision pour risques et charges

Elles comprennent :

- 50 K€ concernant un risque relatif a un salarié licencié en 2022 ;
- 7,1 K€ de complément lié au risque relatif au salarié licencié en 2022 ;
- 84,8 K€ pour un risque de non recouvrement concernant une somme versée en 2022 à un prestataire. UNIFRANCE conteste la réalité de la prestation.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Subventions d'exploitation

L'association perçoit des subventions de fonctionnement de ses principaux financeurs. En 2024 Unifrance à perçu :

- 8 665 K€ du Centre National du Cinéma dont :
 - 8 555 K€ au titre des activités récurrentes de l'association
 - 60 K€ au titre de l'aide à la distribution de courts métrages français

- 25 K€ au titre du renforcement de la campagne Oscars 2024 du film français « Anatomie d'une chute »
- 10 K€ au titre de la création d'un prix destiné à valoriser l'action des distributeurs à l'étranger
- 15 K€ au titre de French Immersion XR

Complété, au titre de l'aide à la distribution, par 1 810 K€ fléchés par le CNC :

- 1 450 K€ au titre de l'aide à la distribution de longs métrages français à l'étranger
- 300 K€ au titre de l'aide à la distribution en salles et aux œuvres cinématographiques appartenant au genre animation
- 60 K€ au titre de la gestion de l'aide

- 920 K€ du Ministère des Affaires étrangères

5.2 Produits exceptionnels

Néant

5.3 Charges exceptionnelles

Elles comprennent :

- 0,4 k€ de pénalités Urssaf
- 1,8 k€ de fermeture du compte délégation au Japon
- 21 k€ de refus de remboursement de TVA européenne UK au titre de 2022.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Engagements hors bilan

- Indemnités de fin de carrière

Le départ à la retraite des salariés met à la charge de l'entreprise le versement d'une indemnité prévue par la convention applicable de la distribution cinématographique.

Le montant actualisé de cet engagement, pondéré par ailleurs par la probabilité de son versement et calculé de manière rétrospective, a été évalué à 604 k€ dans l'hypothèse de départ à 64 ans pour les cadres.

La méthode retenue pour cette évaluation est la « méthode des unités de crédit projetées ». Le montant auquel conduit cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

- Taux d'actualisation retenu : 3.35 %
- Taux de charges sociales retenu : 50 %

Les montants estimés pour les 6 prochaines années à savoir 371 k€ se répartissent comme suit :

<u>Horizons</u>	<u>Engagements</u>
<u>0</u>	<u>118 476</u>
<u>2</u>	<u>43 226</u>
<u>4</u>	<u>103 181</u>
<u>6</u>	<u>105 971</u>

6.2 Effectif moyen

L'effectif moyen est de 56,55 pour l'exercice contre 55,00 pour l'exercice précédent

6.3. Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives du point de vue de l'administration fiscale. Elle est soumise aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Le montant du déficit reportable à la clôture s'élève à 1 212 k€.

L'association est soumise à la taxe sur les salaires.

6.4. Contributions volontaires en nature

L'entité décide de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature en raison de leur caractère non significatif.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	1 368 847		1 100
Installations générales agencements aménagements divers	605 371		8 236
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	514 046		18 417
TOTAL	1 119 417		26 653
Prêts, autres immobilisations financières	126 151		6 580
TOTAL	126 151		6 580
TOTAL GENERAL	2 614 415		34 333

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			1 369 947	1 369 947
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements divers			613 607	613 607
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 372	531 091	531 091
TOTAL		1 372	1 144 698	1 144 698
Prêts, autres immobilisations financières			132 731	132 731
TOTAL			132 731	132 731
TOTAL GENERAL		1 372	2 647 376	2 647 376

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	1 000 389	178 472		1 178 861
Installations générales agencements aménagements divers		452 712	28 121		480 833
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		433 725	38 836	1 372	471 189
TOTAL		886 437	66 957	1 372	952 022
TOTAL GENERAL		1 886 826	245 429	1 372	2 130 883
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	178 472			
Instal.générales agenc.aménag.divers		28 121			
Matériel de bureau informatique mobilier		38 836			
TOTAL		66 957			
TOTAL GENERAL		245 429			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	486 498				486 498
Report à nouveau	349 580		364 302	728 604	14 722-
Excédent ou déficit de l'exercice	364 302-		268 898		95 404-
Situation nette	471 776		633 200	728 604	376 372
TOTAL I	471 776		633 200	728 604	376 372

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	134 823	7 135			141 959
TOTAL	134 823	7 135			141 959

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	107 447	5 340	97		112 690
TOTAL	107 447	5 340	97		112 690
TOTAL GENERAL	242 270	12 475	97		254 649
Dont dotations et reprises d'exploitation		12 475	97		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	2 064	2 064	
Autres immobilisations financières	130 666	130 666	
Clients douteux ou litigieux	133 523	0	133 523
Autres créances clients	183 087	183 087	
Personnel et comptes rattachés	502	502	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 766	2 766	
Taxe sur la valeur ajoutée	511 146	511 146	
Débiteurs divers	328 143	328 143	
Charges constatées d'avance	762 847	762 847	
TOTAL	2 054 744	1 921 221	133 523

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	878 462	878 462		
Personnel et comptes rattachés	220 052	220 052		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	253 702	253 702		
Taxe sur la valeur ajoutée	95 213	95 213		
Autres impôts taxes et assimilés	42 708	42 708		
Autres dettes	25 041	25 041		
Produits constatés d'avance	2 261 570	2 261 570		
TOTAL	3 776 749	3 776 749		

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	32 015
Autres créances	320 344
Disponibilités	53 846
Total	406 204

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 371
Dettes fiscales et sociales	318 360
Autres dettes	11 007
Total	543 739

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		762 847
Total		762 847
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		2 261 570
Total		2 261 570